

Marchés libres, énergie et environnement

L'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Vice-président du conseil, Banque CIBC

Allocution à la Chambre de commerce de Calgary

Le 11 mai 2011

Priorité au discours prononcé

Je n'ai pas pris la parole à Calgary depuis l'automne dernier. Quelques changements sont survenus entre-temps.

J'étais alors un politicien. Maintenant, je suis un banquier.

Il s'agit de ma quatrième carrière. J'ai été mineur de charbon, avocat, politicien et, maintenant, banquier.

Plusieurs de ces professions sont honorables.

Sérieusement... comme il s'agit de mon premier discours à Calgary depuis que j'ai quitté la vie publique, je tiens à vous dire qu'avoir été votre député et un ministre influent de l'Alberta a été ma plus belle expérience. J'ai adoré ce parcours. J'ai aimé travailler avec le premier ministre ainsi qu'avec mes collègues du Parlement et du ministère.

Nous avons fait beaucoup de bonnes choses pour le pays et pour notre province. Je sais aussi que nous avons fait de grandes choses pour Calgary, notamment :

- le Centre des sciences le plus nouveau et le plus grand en Amérique du Nord;
- l'installation de formation relative aux Jeux olympiques d'hiver la plus importante et la plus évoluée du monde;
- le nouveau Temple de la renommée des sports du Canada;
- le nouveau musée des claviers le plus important en Amérique du Nord;
- et de nouvelles installations à l'Université de Calgary, au Banff Centre, au Calgary Stampede, à l'Université Mount Royal et ailleurs.

Je sais qu'elle sera une meilleure ville pour nos enfants et nos petits-enfants.

Parlant de petits-enfants, mon premier petit-fils, j'ajouterais, doit naître aujourd'hui. Même, maintenant.

Je suis très heureux de m'être joint à la Banque CIBC cette année. La Banque CIBC est l'une des plus anciennes banques au Canada, et a ouvert le premier centre bancaire d'une banque à charte à Calgary en 1886. Elle est la plus canadienne de toutes les banques, alors j'ai prononcé des allocutions partout au Canada, en mettant l'accent sur les moteurs de croissance de l'économie canadienne et, en particulier, sur ce que nous devons faire pour la peaufiner.

Mon premier discours à Toronto portait surtout sur le secteur des finances et les marchés financiers.

Aujourd'hui, je veux traiter des marchés libres et du secteur de l'énergie. Aujourd'hui, je vais présenter une feuille de route pour le succès du secteur de l'énergie canadien au cours de la prochaine décennie. Nous discuterons de certains dangers qui jalonneront le parcours.

Je veux d'abord prendre un moment pour préparer le terrain, en soulignant les occasions historiques qui sont juste devant nous.

La reprise économique s'accélère et alimente la demande d'énergie – et hausse les prix de l'énergie – dans le monde entier. Selon toutes les projections, la consommation mondiale totale d'énergie mise en marché augmentera de 49 pour cent d'ici 2035, et la hausse projetée de la demande la plus importante proviendra des économies des pays non-membres de l'OCDE.<sup>1</sup>

Il convient de noter que les États-Unis ne seront pas le moteur clé de la croissance de la demande en pétrole canadien à l'avenir. La même perspective concernant les États-Unis indique que les importations de pétrole représenteront une part décroissante de la demande totale d'énergie des États-Unis; compensée par les biocarburants, cette baisse sera imputable à des normes d'efficacité énergétique plus élevées et à la hausse des prix de l'énergie.

---

<sup>1</sup> International Energy Outlook 2010 de l'EIA <http://www.eia.doe.gov/oiaf/ieo/world.html>

À l'échelle mondiale, toutefois, la demande d'énergie est en hausse, atteignant environ 89 millions de barils de pétrole par jour. Le principal facteur est la croissance de la classe moyenne dans les pays en développement. La classe moyenne en Chine croît si rapidement qu'elle sera bientôt plus importante que la population des États-Unis. L'Inde et le Brésil affichent également une croissance explosive de la classe moyenne. Tous ces nouveaux consommateurs... toute cette mobilité ascendante... exercent une pression sur les gouvernements afin qu'ils offrent de meilleurs emplois et de meilleurs niveaux de vie grâce à la croissance économique – et cela prend de l'énergie.

En même temps, le pétrole conventionnel est en déclin. Les pays qui subissent aujourd'hui des bouleversements sociaux et politiques sont la source d'une grande partie de l'offre traditionnelle mondiale.

Mais, la hausse de la demande pour le brut lourd ne se traduit pas par un « traitement de faveur » pour l'industrie du pétrole au Canada. Les ONG environnementales ici, aux États-Unis et en Europe continuent d'organiser des campagnes bien orchestrées contre les sables bitumineux, et cela continue de porter ombrage aux perspectives commerciales de l'industrie.

Sur le plan du gaz naturel, les prix en Amérique du Nord sont bas par rapport aux prix mondiaux depuis plusieurs années. Les découvertes récentes de gaz de schiste permettront probablement à cette tendance de se poursuivre, sauf si nous finissons, éventuellement, par ouvrir des marchés hors-frontière qui commanderont les changements de prix.

La crise nucléaire au Japon a soulevé de nouvelles inquiétudes au sujet de la sûreté nucléaire et entraînera probablement un ralentissement des nouvelles constructions.

Ces facteurs constituent des risques et des possibilités pour le secteur de l'énergie au Canada.

Alors, cela soulève la question suivante : comment faisons-nous pencher la balance en faveur des possibilités?

Je constate que le rapport de mon ami et ancien collègue, David Emerson, vient d'être publié. Il a fait un excellent travail. Je félicite le premier ministre d'avoir fait preuve, à mon avis, d'un leadership inspiré en constituant ce comité et je salue les efforts de David et de son équipe pour leur bon travail.

Vous constaterez une cohérence remarquable entre mes commentaires et les deux premiers thèmes traités par le comité, notamment :

- exploiter pleinement le potentiel de nos ressources énergétiques;
- élargir notre base économique.

Le comité d'Emerson et moi adoptons une démarche semblable à l'égard de l'exploitation des possibilités. Alors, permettez-moi de décrire ce à quoi pourrait ressembler le secteur de l'énergie au Canada dans une dizaine d'années.

### **En 2021, le Canada sera une superpuissance énergétique.**

Le terme « superpuissance énergétique » a été souvent utilisé dernièrement dans les débats sur notre avenir énergétique. Mais à elle seule, la possession des ressources ne fait pas de nous une superpuissance.

À quoi ressemble une vraie superpuissance énergétique? Elle a une base de ressources solide, une vigueur financière, un environnement propice aux affaires, une réglementation juste et prévisible ainsi que des principes relatifs à la conduite des affaires fondés sur le marché.

Une superpuissance énergétique possède un secteur de services énergétiques robuste doté de géologues et d'ingénieurs, de fabricants de matériel, de sociétés de pipelines, de banquiers et de tous les autres fournisseurs de services qui contribuent au bon fonctionnement de l'industrie.

Le Canada possède tous ces actifs. Au prorata de la population, nous sommes le principal producteur mondial d'énergie, toutes formes confondues. Nous avons du pétrole, du gaz naturel, de l'hydroélectricité et de l'uranium. Nous avons l'expertise nécessaire pour exploiter ces ressources et le réseau complexe de services qui les relie. Nous avons une économie de marché équilibrée par un solide régime de réglementation.

Mais il nous manque encore un élément essentiel : un marché diversifié.

Dans un récent discours prononcé à Toronto, le chef de la direction d'Enbridge, Pat Daniel, a fait voler en éclats le mythe voulant que nous soyons une superpuissance énergétique. Il a déclaré : « À mon avis, nous pourrions jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale, mais, aujourd'hui, nous sommes simplement un preneur de prix, en particulier pour ce qui est du pétrole et du gaz. »

### **En 2021, le Canada sera doté de la structure énergétique appropriée.**

Cela signifie qu'un système de gazoducs acheminera ce produit au Canada même et vers les États-Unis et l'Asie.

Cela signifie également que l'une des plus importantes ressources mondiales de gaz naturel sera exploitée conformément aux normes les plus rigoureuses du monde en matière de sûreté et d'environnement, la côte Ouest se dotant d'installations de GNL pour améliorer le système de distribution de gaz naturel en Amérique du Nord.

Cela signifie que des investissements seront réalisés dans la technologie liée au « *Smart Grid* » afin d'améliorer notre système de distribution d'électricité et cela signifie que la capacité de transport sera améliorée pour exporter le pétrole.

### **En 2021, le Canada sera une superpuissance énergétique PROPRE.**

Nous serons le producteur le plus propre du monde de toutes les formes d'énergie, en nous conformant aux normes les plus rigoureuses en matière d'environnement.

Dans un monde faible en carbone, le leadership énergétique et le leadership environnemental sont les deux côtés d'une même médaille. Ou le Canada sera un chef de file environnemental, ou il laissera d'autres ressorts dicter ses politiques de l'environnement. Personne ne doit ignorer que ce printemps, le président des États-Unis a abordé deux fois la question des politiques environnementales du Canada. Le monde presse le Canada d'améliorer sa performance environnementale dans le secteur des sables bitumineux.

J'ai abordé ce sujet il y a environ un an, et mon point de vue n'a pas été universellement bien vu. Mais, je le maintiens.

Permettez-moi d'être catégorique : ni l'industrie ni le gouvernement du Canada ou de l'Alberta ne peuvent se défendre en l'absence de données crédibles et scientifiques qui justifient le fait que nous protégeons l'environnement.

Le pays ne dispose pas de telles données. C'est pourquoi le ministre de l'Environnement, M. Kent, et des leaders comme Hal Kvisle<sup>2</sup> préconisent des systèmes de surveillance plus robustes. M. Kvisle copréside un comité indépendant de douze experts qui conseillent le gouvernement de l'Alberta sur la façon de créer un système de surveillance de calibre mondial pour les sables bitumineux. Ainsi, l'industrie pourra affronter ses critiques en établissant des objectifs et des points de référence plus rigoureux en ce qui concerne les répercussions sur l'eau, l'air et la terre, en s'engageant à atteindre ces objectifs et en ayant des données qui illustrent les succès obtenus.

En 2021, l'exploitation des sables bitumineux devrait avoir moins de répercussions sur l'environnement qu'aujourd'hui. Nous devrions produire plus de trois millions de barils par jour sur une base durable.

En 2021, le Canada devrait également posséder le système d'électricité le plus propre au monde. Comme il nous reste seulement 21 centrales au charbon par rapport à 650 aux États-Unis et que nous affichons de bons

---

<sup>2</sup> Voir <http://environment.alberta.ca/03289.html>

progrès dans la création de sources d'énergie alternatives, les choses vont bon train. Mais, nous ne pouvons pas freiner notre élan. Il est important que nous conservions l'objectif adopté en 2010 pour être sûr que le Canada sera doté du système d'électricité le plus propre du monde d'ici 2021.

## **En 2021, les marchés énergétiques du Canada seront globalement diversifiés.**

Aujourd'hui, pratiquement toutes nos exportations énergétiques sont destinées aux États-Unis. Nous n'avons qu'un seul client, ce qui fait de notre pays un preneur de prix plutôt qu'un fixe de prix.

Je reconnais qu'un grand nombre de Canadiens – peut-être y en a-t-il certains dans cette pièce aujourd'hui – ont déployé beaucoup d'efforts pour établir, avec les États-Unis, une relation plus étroite en ce qui a trait à l'énergie, et ce, pour que notre industrie énergétique soit plus stable. Comme je suis un ancien ministre du cabinet fédéral et, depuis un certain nombre d'années, le principal interlocuteur entre le Canada et les États-Unis pour les questions énergétiques, vous pouvez me compter parmi eux.

Mais la vérité est que nous devons devenir plus qu'un simple fournisseur d'énergie sur le continent.

Lorsqu'on lit le discours sur l'énergie prononcé par le président Obama ce printemps à l'Université Georgetown, il devient très évident que les Américains tentent sérieusement de mettre au point leur propre stratégie énergétique. Je n'ai rien contre cela. Je dirais même que les efforts qu'ils déploient pour mettre en avant un programme d'énergie propre sont dignes d'éloges.

Cependant, leurs objectifs sont différents des nôtres.

Cette situation cause certainement quelques frictions. Comme l'a dit Lord Palmerston il y a un siècle et demi dans sa célèbre citation au sujet de la diplomatie, « les nations n'ont pas d'amis ni d'alliés permanents, elles n'ont que des intérêts permanents ».

Comprenons-nous bien : les Américains sont nos meilleurs amis et nous devons travailler fort pour qu'ils le restent. Je ne suis pas en train de suggérer que les États-Unis ne seront jamais rien de moins que notre principal client en matière d'énergie. Nous avons les ressources qu'ils demandent, c'est-à-dire une énergie sûre, sécuritaire et fiable. Nous disposons également de l'ALENA et de l'entente nord-américaine sur l'énergie qui l'a précédé. Ces ententes garantissent la gratuité des ressources énergétiques dans le marché nord-américain. Voici un aspect sur lequel nous devons mettre davantage l'accent durant nos négociations transfrontalières.

Du point de vue des Américains, les ententes leur permettent de ne jamais s'inquiéter de la sécurité d'approvisionnement par le Canada. De notre point de vue, cela signifie qu'aucune restriction ne doit s'appliquer à l'entrée de nos produits énergétiques dans leur marché.

Toutefois, avec les meilleures intentions, des restrictions concernant le libre marché continental ont graduellement été mises en place.

Le Canada est essentiellement un producteur d'énergie sous toutes ses formes. Par conséquent, nous devons faire deux choses :

- premièrement, nous devons supprimer les obstacles qui privent la relation énergétique entre le Canada et les États-Unis de la force qu'elle pourrait naturellement tirer du marché continental;
- deuxièmement, nous devons diversifier notre marché de manière à ce qu'il englobe l'Asie-Pacifique.

Parlons d'abord des obstacles.

Premièrement, vous serez peut-être surpris de savoir qu'aux États-Unis, 47 territoires de compétence s'emploient actuellement à élaborer leurs propres normes en matière de carburant à faible teneur en carbone. Un grand nombre de ces normes excluraient le pétrole brut extrait des sables bitumineux, ce qui, en pratique, est impossible. En effet, grâce à ces normes infranationales, les Américains tentent de faire en sorte que les

coûts liés à la conformité environnementale soient imputés aux producteurs canadiens. Sincèrement, si nous désirons établir une norme nord-américaine en matière de carburant à faible teneur en carbone, nous devons en négocier une qui s'appliquera à tous les barils de pétrole sur notre continent.

Deuxièmement, parlons de la hausse du protectionnisme dans le secteur des énergies renouvelables. Certains territoires de compétence américains essaient de favoriser le développement de leurs industries d'énergie renouvelable en établissant des normes relatives aux portefeuilles d'énergie renouvelable en vue d'exclure l'énergie hydroélectrique du Canada, la source la plus abondante et la moins coûteuse d'électricité renouvelable. On estime pouvoir produire 25 000 MW d'hydroélectricité canadienne au cours des 25 prochaines années, ce qui écologiserait considérablement le réseau d'électricité de l'Amérique du Nord. Ces nouvelles normes américaines concernant les portefeuilles d'énergie renouvelable vont donc à l'encontre de l'écologisation du réseau d'électricité du continent.

Le prochain élément nuit autant à nos partenaires américains qu'au Canada et concerne l'apport optimal de pétrole vers les raffineries de la côte du golfe du Mexique. Essentiellement, ces raffineries ont été conçues pour traiter les bruts lourds. Si elles ne peuvent en obtenir un volume suffisant, elles seront obligées de raffiner des bruts à prix plus élevé provenant de l'Afrique occidentale ou du Moyen-Orient. Autrement, elles devront réduire leur production.

En termes simples, le pipeline Keystone XL permettra aux raffineries américaines de la côte du golfe du Mexique d'exercer leurs activités avec une efficacité optimale.

Cela nous amène au quatrième et plus difficile obstacle en ce moment, soit l'obtention d'une approbation réglementaire à l'égard du projet de pipeline Keystone XL.

Le pipeline Keystone XL fait maintenant l'objet d'une évaluation environnementale plus approfondie comprenant la production en amont, c'est-à-dire nos sables bitumineux. Le président Obama a même affirmé

publiquement : « Ces sables bitumineux, il y a des questions sur leur nature destructrice, potentiellement, quels sont les dangers? Nous devons nous pencher sur toutes ces questions. »

Il s'agit là d'un important, et inquiétant, développement pour le Canada. Certains disent que l'application extraterritoriale des règlements américains pourrait aller à l'encontre des dispositions contenues dans l'ALENA et dans l'entente nord-américaine sur l'énergie.

Le Canada doit faire tout son possible pour assurer l'approbation du projet Keystone.

Laissez-moi maintenant vous parler du deuxième impératif de la diversification du marché.

Dans son discours sur l'énergie qu'il a prononcé à Georgetown, le président Obama a déclaré que la diversité des ressources fournies par les voisins amicaux est importante pour assurer la sécurité énergétique des États-Unis. La logique de son argument est irréfutable. De même, les objectifs du Canada en matière d'énergie doivent refléter notre propre intérêt national. Nos marchés doivent être diversifiés pour garantir le meilleur prix marginal et pour réduire le risque de marché.

La route vers la diversification des marchés passe par la côte ouest, jusqu'aux pays de l'Asie-Pacifique.

L'ouverture du commerce de produits énergétiques canadiens aux pays de l'Asie-Pacifique concerne le gaz naturel liquéfié (GNL) et le pétrole.

Il est essentiel que nous investissions dans le transport et la distribution du GNL depuis notre côte ouest. En fait, un projet de terminal méthanier à Kitimat, en Colombie-Britannique, est déjà à l'étude.

Ensuite, il y a le pétrole. Beaucoup de choses ont déjà été dites au sujet de l'importance de Northern Gateway et des autres projets visant à offrir les sables bitumineux du Canada à un monde énergivore. Permettez-moi de vous raconter une brève anecdote.

Comme vous le savez sans doute déjà, je participe à l'établissement du nouveau partenariat stratégique entre le Canada et la Chine depuis la visite du président Hu et la première réunion intergouvernementale. Le Canada est considéré comme un élément important de la stratégie énergétique à long terme de la Chine. Comme la Chine a le même objectif que les États-Unis, soit la diversité des ressources, les vastes réserves, le marché libre ainsi que la stabilité politique et sociale du Canada font de ce dernier une destination de choix pour les sociétés d'énergie publiques chinoises qui désirent investir. Comme j'ai récemment pris part à des réunions en Chine, où je continue de développer les relations sino-canadiennes dans le cadre de mes nouvelles fonctions à la CIBC, je peux confirmer que ce pays est maintenant prêt à se lancer dans ce nouveau partenariat avec le Canada.

Alors, mesdames et messieurs, j'ai bon espoir et, plus important encore, notre Banque a bon espoir, que nous ferons tout ce que nous avons mentionné et que nous réussirons.

Nous sommes une nation extrêmement riche. Notre population est peu nombreuse et bien éduquée, et nous possédons une part largement disproportionnée de ce qu'il reste du pétrole, du gaz naturel et de l'hydroélectricité dans le monde.

Nous émergerons en tant que superpuissance énergétique lorsque nous relèverons les défis liés à la mise en place de l'infrastructure et des marchés correspondant à notre base de ressources.

Et ça, je le sais.

On me demande souvent quelle est la meilleure expérience que j'ai vécue dans ma vie publique.

C'était en juillet dernier. Je me trouvais à 1 000 kilomètres au-dessus du cercle arctique. J'étais accompagné d'une petite équipe d'archéologues subaquatiques de Parcs Canada. Nous cherchions à retrouver l'épave du HMS Investigator, le vaisseau amiral dont l'équipage a trouvé le passage du Nord-Ouest en 1854.

Ce périple m'a amené à la baie Mercy, aux abords de l'île Banks. Au cours d'une magnifique journée, muni d'un vêtement étanche et d'un masque de plongée, j'ai regardé dans l'eau et j'ai vu, sous 30 pieds d'eau arctique limpide, le HMS Investigator, entièrement intact, perdu depuis 155 ans, se tenant bien droit et fièrement dans le fond de la baie Mercy.

Aucun être humain ne l'avait vu depuis 1855 et, en tant que Canadien qui aime l'Arctique, je ne peux même pas vous décrire ce que c'était d'être l'une des trois personnes à avoir regardé vers le bas et vu le navire.

Il se trouvait juste là, sous moi, en parfait état, me rappelant notre histoire, une autre époque d'exploration, il y a un siècle et demi.

Ces marins britanniques étaient armés de muscles humains et d'énergie vélique. Ils étaient assez courageux pour naviguer à l'autre bout du monde, aux limites absolues de leurs capacités technologiques.

Le capitaine McClure et les membres de l'équipage du navire seraient émerveillés par le Canada d'aujourd'hui.

Ils verraient une nation confiante, dotée de ressources, de capital, d'une infrastructure, d'une éducation et de technologies sans égal, occupant avec assurance un immense territoire qui faisait si peur à l'époque.

Mesdames et messieurs, le Canada est vraiment le plus formidable des pays.

Et nous sommes le meilleur peuple pour le construire.